



« Les islamistes d'Ansar Dine sont venus dès 5 heures du matin, munis de marteaux, de haches, de pelles pour casser les mausolées de tous les saints au niveau du cimetière Sidi Mahmoud de Tombouctou. Et ils ont tout détruit, tout cassé », racontait, médusé, un habitant témoin de la scène.

Et c'est une population indignée, choquée, transie par une colère mal contenue qui a découvert au réveil le triste spectacle en cette matinée du samedi 30 juin 2012 ; une pratique obscurantiste qui ressemble, à s'y méprendre, à cet autre triste spectacle des Bouddhas de Bamiyan en Afghanistan que les Talibans avaient démolis à coups d'explosifs et d'artillerie. La culture, dit-on, c'est ce qui reste lorsqu'on vous a tout enlevé. Alors les islamistes d'Ansar Dine entendent-ils pousser cette population si meurtrie dans ses derniers retranchements ?

Plus de doute, car ces aveugles de Dieu estiment que détruire les mausolées est une manière de se mettre en conformité avec la charia. Il n'est pas autorisé de construire un monument sur une tombe, selon un représentant de ce mouvement islamiste pour qui « l'être humain ne doit pas s'élever plus haut que Dieu. Pour nous, c'est la charia et on ne va rien laisser. On va détruire tous les mausolées. Tout. » C'est dire que le « génocide culturel » engagé par Ansar Dine ne fait que commencer.

Une destruction de mausolées que l'Unesco a qualifiée de « tragique ». Prévoyante, car sentant venir les choses, l'Organisation des nations unies en charge de la culture avait placé, deux jours auparavant, Tombouctou sur la liste du patrimoine mondial en péril.

C'était on ne peut plus un signal fort lancé en direction de la Communauté internationale sur les dangers qui pèsent sur cette ville aux mains des islamistes depuis la fin mars. On se souvient que l'UNESCO avait d'ailleurs demandé à l'Union africaine et à la même Communauté internationale de faire « tout leur possible pour aider à protéger Tombouctou et le tombeau des Askia ».

Visiblement, la CEDEAO, l'Union Africaine, voire la Communauté internationale n'ont pas encore fini de tergiverser, de se dépêcher lentement pour se décider enfin à prendre à bras le corps le problème, plutôt que de faire montre, à travers de soporifiques rencontres au sommet et des discours convenus, étalage de leur impuissance à combattre l'hydre islamiste au Nord-Mali.

Le dernier sommet de la CEDEAO est la parfaite illustration de cette incapacité de cette communauté internationale à traiter au plus vite le mal qui gangrène le septentrion malien.

Ainsi, ouvert vendredi à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire (la veille de la destruction de sites historiques de Tombouctou), le sommet des chefs d'Etat de la CEDEAO entendait prendre des mesures pour éviter un « enlisement au Mali ».

Hormis la décision d'envoyer immédiatement une mission technique d'évaluation sur le terrain, en prélude à l'arrivée d'une délégation de la CEDEAO au Mali (MICEMA), aucun autre acte concret n'a été posé, si ce n'est le retrait du statut d'ancien chef d'Etat au putschiste capitaine Sanogo ; autant dire presque rien qui annonce un véritable sursaut pour bouter ces islamistes et autres indépendantistes du MNLA hors des limites territoriales de ce pays de plus d'un million de kilomètres carrés. Et, pourtant, l'heure est si grave que nous ne devrions plus en être aux tergiversations, mais au passage à l'acte salvateur.

Source: L'Observateur Paalga